



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 72 - 7 mai 1979

PRIX : 1 F

sommaire
PAGE 2

TCHAD

le Frolinat au
pouvoir pour une
politique réactionnaire



Hissein

Goukouni



sommaire

Page 3

-TCHAD : le Frolinat cherche à détourner l'attention de la population

Page 4

-OUA : une force panafricaine pour quoi

Page 5

-Diplomatie tous azimuts sur le problème du Sahara

Page 6

-UGANDA : la chute d'Idi Amin

Page 7/8

-SENEGAL :
• l'hypocrisie du gouvernement face à la pénurie
• Comment le gouvernement s'occupe des paysans

Page 9

-RHODESIE : un dirigeant noir pour les basses besognes de Ian Smith

Page 10

-FRANCE : des projets de lois contre l'immigration

Page 11

-GRANDE BRETAGNE : le cinéma électoral de la bourgeoisie.

0 0 0

éditorial

LE FROLINAT AU POUVOIR POUR UNE POLITIQUE REACTIONNAIRE

Un gouvernement d'"Union Nationale de Transition vient d'être formé à N'Djaména. Hissen Habré, ministre de la Défense et Goukouni Oueddeï, ministre de l'Intérieur, détiennent les postes clés.

Le nouveau gouvernement est composé de 29 membres qui, pour la plupart, sont du Frolinat, les uns de la tendance Habré, les autres de Goukouni.

Voilà ainsi une fraction importante du Frolinat au pouvoir. Cette organisation bénéficiait certes de l'audience des populations du Nord, les toubous en particulier, révoltés jadis contre les exactions du régime de Tombalbaye. Bon nombre de tchadiens croyaient au verbiage révolutionnaire du Frolinat. Ici, dans l'émigration même, les étudiants tchadiens soutenaient certains sans réserve, le Frolinat.

Ils espéraient que puisque le Frolinat menait une lutte armée contre le régime, il apporterait d'énormes changements quand il serait au pouvoir. Ils croyaient que le Frolinat mettrait fin aux injustices sociales criantes, à la corruption ; ils espéraient que le Frolinat partirait en guerre contre les préjugés ethniques et le tribalisme attisés par les précédents régimes. Ils comptaient sur le Frolinat pour moderniser le pays, le sortir de la misère, et rendre la dignité aux populations.

Rien de tout cela. Pour les exploités rien ne changera. Le Frolinat suit fondamentalement la même politique pro-impérialiste que ses prédécesseurs. Les seuls changements qu'on peut noter sont des changements de personnel politique dans l'appareil d'Etat. Les anciens dirigeants, la plupart du Sud, sont remplacés par des gens du Nord. (Encore que dans certains postes, le Frolinat a simplement fait appel à des dirigeants des anciens régimes tels que Nodjibang Alphonse et Georges N'Dinguimbaye).

Un dictateur (Malloum) est chassé, mais la dictature demeure. La manière dont le Frolinat est arrivé au pouvoir donne déjà un avant goût de la répression qui attend encore le peuple tchadien.

Les combats sanglants de février dernier qui ont fait des milliers de morts à Adré, Abéché et N'Djaména ; l'extermination délibérée de certains cadres sudistes vivant dans le nord du pays et à N'Djaména ; le massacre de milliers de musulmans la plupart commerçants, vivants à Moundou, Sahr, Koumra et Doba, en réaction à ces événements du Nord et du Centre, tout cela montre à quel prix le Frolinat s'est hissé au pouvoir.

Cette organisation est incapable de mettre fin à ces affrontements, car une organisation qui s'appuie sur une ethnie pour imposer sa dictature à l'ensemble du pays ne peut pas lutter contre l'ethnisme.

En s'appuyant sur le Nord musulman pour venir au pouvoir, le Frolinat a provoqué l'inquiétude des populations du Sud. Il n'a rien fait pour les rassurer. Bien au contraire. Il a, par exemple, armé les musulmans disséminés dans les villes du Sud.

C'est justement à cause d'une telle politique que les populations de certaines régions du Sud, notamment le Logone Oc-

.../...

abonnements

FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F

sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier
BP 80 93 300
Aubervilliers France
en spécifiant :
"pour le PAT".

0 0 0

cidental, le Logone Oriental et le Moyen Chari, ont rallié les dictateurs de leur propre ethnie, tel que le chef militaire Kamougué qui est à l'origine du FUS. Le FUS (Front Uni du Sud) semble prôner la sécession.

Même les populations du Nord ne sont à l'abri ni de la dictature ni des affrontements ethniques. On signale qu'à N'Djaléna des affrontements ont eu lieu entre arabes et goranes. Jusqu'ici les affrontements ont eu lieu entre Nord et Sud, mais il n'y a aucune raison à ce que la politique tribaliste du Frolinat ne conduise pas à des affrontements entre ethnies différentes du Nord.

Dans un pays comme le Tchad où vivent côte à côte plusieurs dizaines d'ethnies, il n'est pas possible d'assurer l'entente fraternelle sans la démocratie la plus grande pour ces ethnies. Il faut leur permettre par exemple d'user de leur langue, les laisser vivre à leur manière. Il faut permettre que ces ethnies puissent gérer elles-mêmes leurs affaires.

C'est justement cela que les nationalistes, même les plus honnêtes ne peuvent tolérer. -encore que nombreux sont les dirigeants nationalistes qui choisissent cette voie simplement pour assouvir leurs ambitions personnelles -. Les nationalistes se posent en défenseurs des peuples, en libérateurs qui ont leurs solutions à eux à apporter. Il n'admettent pas la participation de ceux au nom de qui ils prétendent parler.

Les travailleurs n'ont pas à être déçus de l'arrivée du Frolinat. Cette organisation n'a jamais représenté leurs intérêts. Ils peuvent constater que ces courants nationalistes ne sont pas capables de régler leurs problèmes. C'est parce qu'ils défendent d'autres intérêts, ceux des capitalistes ; ils sont au service de la classe exploiteuse, de la bourgeoisie.

Alors les travailleurs et les paysans pauvres, s'ils ne veulent pas subir l'exploitation et l'oppression capitalistes, ils ont tout intérêt à se donner une organisation révolutionnaire, prolétarienne. Une telle organisation ne se battra pas sur la base du programme des nationalistes, qui trompent les travailleurs en leur faisant croire que du moment que des bourgeois et eux sont du même pays, ils ont les mêmes intérêts. Mais elle se battra avec le programme de la classe ouvrière, alliée à la paysannerie pauvre, pour mettre fin à la domination de l'impérialisme.

Choisir une telle perspective, c'est lutter pour le triomphe du socialisme, non seulement au Tchad, mais aussi en Afrique et dans le reste du monde.

=0= =0= =0= =0= =0= =0= =0=

LE FROLINAT CHERCHE A DETOURNER L'ATTENTION DE LA POPULATION

Goukouni et Hissen Habré multiplient les déclarations contre la Libye. Khadafi est qualifié d'ennemi de l'"Unité Nationale", d'expansionniste vers la bande d'Aouzou. Bref, à les croire, Khadafi serait le nouvel ennemi de la population tchadienne.

Pourtant il y a quelques mois encore, le Frolinat recevait une aide de Khadafi. Qu'est-ce qui a donc changé ? Certainement pas Khadafi.

Le Frolinat au pouvoir n'a plus besoin de l'aide militaire de Khadafi. Il a par contre besoin de lui comme bouc émissaire pour réaliser l'unanimité de la population derrière le nouveau régime, pour la "défense de la Nation" et faire ainsi détourner l'attention et cacher les vrais responsables de la crise actuelle.

De son côté Khadafi fait d'ailleurs pareil ; ses boucs émissaires, c'est Israël et l'Egypte. C'est comme cela qu'agissent tous les gouvernements oppresseurs.

Pour les exploités, les ennemis sont d'abord à l'intérieur du pays.

OUA : une force panafricaine pour quoi !

L'OUA, Organisation de l'Unité Africaine, vient d'adopter à Addis Abeba, en Ethiopie, un projet pour la création d'une force armée panafricaine. Selon M. Peter, secrétaire adjoint de l'OUA, le but de cette nouvelle force armée serait de "venir en aide aux Etats membres qui seront victimes d'une agression en provenance d'une puissance extérieure à l'Afrique ou des régimes racistes d'Afrique Australe.

Peut-être s'agit-il là simplement de déclarations démagogiques pour faire croire que les régimes africains tentent quelque chose contre les régimes racistes d'Afrique Australe ? Peut-être cependant il s'agit d'un projet qui sera réellement suivi d'effet. Mais on se souvient que la dernière fois qu'on a vu une telle force inter-africaine mise en place, ce n'était pas pour défendre l'Afrique contre une agression extérieure, et encore moins pour s'en prendre au régime d'apartheid, mais de servir de troupes à l'impérialisme pour défendre le régime pourri de Mobutu contre sa propre population. Et c'est bien là le fond du problème.

En réalité en dehors de leur bla-bla dans les tribunes des amphithéâtres d'Addis Abeba, où chaque dictateur peut prononcer des discours démagogiques "contre l'impérialisme et le néocolonialisme" et pour le soutien aux luttes de libération en Afrique, ils font tout autre chose.

Ainsi ces dictateurs renoncent à reconnaître la lutte du peuple saharoui pour son autodétermination comme légitime, tout comme la lutte du peuple érythréen, à l'exception de rares pays comme l'Algérie. Mais ils sont tous d'accords pour condamner en paroles les régimes racistes de Vorster ou de Ian Smith car ces dénonciations ne se retourneront pas contre leur régime.

Ce n'est donc pas pour venir en aide aux mouvements de libération nationale en Afrique du Sud ou en Rhodésie que l'OUA propose la force armée panafricaine d'intervention. C'est surtout pour soutenir leur régime en cas de menace de révolte populaire. Les récents événements de l'Empire centrafricain, où on a vu intervenir contre la population les troupes de Mobutu, montrent le rôle que jouerait une force inter-africaine.

Les travailleurs et les paysans pauvres d'Afrique Australe qui subissent l'exploitation capitaliste et l'oppression raciale, ne doivent pas compter sur une telle force qui sera dirigée par des dictateurs qui oppriment leurs propres peuples. Ils doivent compter sur la solidarité et le soutien des travailleurs et paysans des autres pays d'Afrique. Car si ensemble ils s'organisent ils peuvent non seulement balayer les régimes racistes d'Afrique Australe mais aussi les régimes de ceux qui parlent en leur nom à Addis Abeba.

C'est en détruisant leurs Etats et les frontières artificielles héritées du colonialisme que les travailleurs d'Afrique pourront forger une véritable unité africaine, qui n'aura rien de commun avec l'OUA des exploités et oppresseurs qui nous gouvernent aujourd'hui.

* * * * *

DIPLOMATIE TOUS AZIMUTS SUR LE PROBLEME DU SAHARA

Les 3 et 4 mai derniers, Moussa Traoré (Mali) et Obasanjo (Nigéria), membres du "Conseil des Sages" de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) se sont rendus en Algérie et au Maroc, pour s'informer disent-ils, du problème du Sahara Occidental. Dans la même semaine, Bouceif, premier ministre mauritanien se trouvait en France pour rencontrer le chef de file de l'impérialisme français, Giscard d'Estaing.

A cette occasion Bouceif a déclaré que son gouvernement est favorable à l'organisation d'un référendum dans le territoire du Sahara occupé par la Mauritanie, c'est-à-dire le Tiris-El-Gharbia et le Rio de Oro. D'ailleurs ce sont des propos que l'ancien gouvernement a tenu lui aussi. Cela a toujours été des paroles en l'air, sans lendemains.

Mais si aujourd'hui l'OUA, par l'intermédiaire de son fameux comité dit "des sages" composé de dictateurs comme Moussa Traoré et Obasanjo, ainsi que le gouvernement de Nouackchott parlent de référendum, c'est parce que le peuple saharoui ne s'est pas laissé faire. Il a osé lutter les armes à la main pendant des années contre les forces de répression de Nouackchott.

C'est cette détermination du peuple saharoui qui a obligé un certain nombre d'Etats membres de l'OUA à reconnaître son droit à l'auto-détermination, en particulier la Mauritanie, directement impliquée dans le conflit du Sahara.

TROUPES MAROCO-MAURITANIENNES HORS DU SAHARA !

==0== ==0== ==0== ==0== ==0== ==0== ==0==

LIBERIA *la vie chère fait monter la colère*

A la suite d'une augmentation du prix du riz décrété par le gouvernement, les habitants de Monrovia ont manifesté massivement dans les rues de la capitale du Libéria, le 14 avril dernier. La colère de la population était si grande contre cette mesure, qu'elle n'a pas hésité à s'affronter à l'armée et la police, venues disperser la manifestation. De violentes bagarres ont eu lieu et il y a eu des dizaines de morts.

Cette manifestation populaire contre la hausse du prix du riz exprime le ras-le-bol collectif contre la vie chère, le chômage et la misère. William Tolbert, le dictateur local a eu si peur de ce ras-le-bol, qu'il a décrété le couvre-feu pendant deux semaines, sur Monrovia. C'est-à-dire que durant cette période, toute activité dans la ville devait cesser à partir de 18 heures. Même les hôpitaux devaient arrêter de fonctionner après cette heure.

Actuellement le couvre-feu est levé, mais Tolbert a remplacé cette mesure par une autre : il s'est donné les pleins pouvoirs, pour une période de un an. Désormais tout individu pourra être arrêté et jeté en prison, sans jugement, de manière officielle. Actuellement, 24 personnes arrêtées après la manifestation, croupissent en prison. Elles sont accusées de "trahison".

Ces événements de Monrovia auront au moins montré une chose : la fragilité de ce régime, en apparence si stable et si puissant. Il a fallu une manifestation de colère de la population pour que l'armée et la police soient débordées, au point de faire appel aux troupes du dictateur voisin Sékou Touré. Celui-ci s'est dépêché de venir en aide à Tolbert car tous vivent de l'exploitation et de la misère des opprimés. Ils défendent les mêmes intérêts.

Alors, les travailleurs et les paysans pauvres des autres pays d'Afrique doivent eux aussi montrer leur solidarité envers les exploités du Libéria. Car ils appartiennent eux à la grande classe de ceux qui sont aujourd'hui exploités, mais qui ont l'avenir pour eux.

UGANDA : la chute d'Idi Amin

Ainsi, après 8 ans de pouvoir fondé sur l'exploitation et les massacres de plusieurs centaines de milliers de personnes, le "président à vie" Amin Dada est tombé. On ignore où il a trouvé refuge. Les séquelles de son pouvoir ne sont pas prêtes d'être effacées, mais il est certain que, pour le moment, le pitre sanglant a perdu le pouvoir.

L'ampleur de l'accueil réservé à son successeur Yusuf Lule a montré, s'il en était encore besoin, l'aversion que son prédécesseur inspirait à la population ougandaise. Cette population était contrainte de vivre dans la misère et l'arbitraire le plus total. L'armée et la police d'Idi Amin se comportaient de la manière la plus barbare, en volant, violant et torturant.

Depuis 1976, le régime connaissait des difficultés : la crise économique était doublée d'une contestation dans son propre appareil d'Etat. Il y a eu plusieurs mutineries et une tentative de coup d'Etat.

En novembre dernier, Idi Amin a essayé de refaire l'unanimité derrière lui en se lançant dans une guerre de frontière contre la Tanzanie (ce pays était d'ailleurs le refuge d'une grande partie des opposants au régime). Mal lui en prit car cette opération a été le début d'un processus qui l'a fait chuter. La Tanzanie de Nyerere, plus puissante militairement, a riposté et continué jusqu'à la prise de la capitale Kampala et au remplacement d'Idi Amin par un homme de son choix.

Le président Khadafi de la Libye aidait le dictateur sanguinaire, depuis que ce dernier s'est converti à l'Islam et a pris position contre Israël. Après les incidents frontaliers ougando-tanzaniens, cette aide a été renforcée —matériel militaire et 2 000 soldats libyens—. Mais cela n'a fait que retarder le départ d'Idi Amin et montrer le peu de cas que Khadafi fait de l'oppression que subit la population.

La presse occidentale fourmille de déclarations de satisfaction à l'occasion de la chute d'Idi Amin, qui est traité de tous les noms. Mais tout cela n'est qu'hypocrisie. Cette presse oublie de rappeler qu'Amin a été l'homme de l'impérialisme. Il a été formé dans l'armée coloniale anglaise. L'impérialisme, certain de pouvoir continuer le pillage du pays, s'est très bien accommodé de son arrivée au pouvoir en 1971. Ce qu'il n'a pas accepté, c'est seulement le peu de discrétion qu'il mettait dans sa dictature sanglante.

Idi Amin est tombé, il ne se trouvera personne pour s'en plaindre parmi les opprimés ; mais ce n'est pas pour autant la fin de la dictature. Le nouveau pouvoir, mis en place avec l'aide de la Tanzanie, est le résultat d'une combinaison politique de 18 organisations d'opposition qui se sont réunies dans le FNLO (Front National de Libération de l'Ouganda). Ce Front est composé de diverses organisations nationalistes allant des partisans de l'ancien président Milton Oboté à ceux du retour des monarques locaux (de 1962 à 1966 l'Ouganda était composé de 4 royaumes jusqu'au coup d'Etat de Milton Oboté).

Ces diverses organisations se sont mises d'accord sur la personne de Yusuf Lule comme successeur d'Idi Amin. Elles n'ont pas choisi Oboté car ce dernier est sans doute jugé impopulaire, mais il reste aux premières loges.

Yusuf Lule est venu au pouvoir par une simple opération militaire entre deux armées. La population ougandaise est restée en dehors du conflit et on n'a pas fait appel à elle. Le discours du FNLO demandant aux habitants de Kampala de quitter la ville avant le dernier assaut est significatif à cet égard.

.../...

Le FNLO n'a pas poussé la population à s'armer et à lutter. Pourtant la lutte contre le régime d'Idi Amin aurait été plus efficace avec la participation des masses opprimées. Eh bien non, le Front a préféré s'en passer. Ses dirigeants se méfient des luttes populaires car ils s'appêtent à continuer l'exploitation des travailleurs et des paysans pauvres en se contentant d'un changement à la tête de l'Etat.

D'ailleurs les USA et la Grande Bretagne se sont empressés de reconnaître le nouveau gouvernement. Ils reconnaissent en lui le s e r v i t e u r qui leur permettra de faire fructifier leurs capitaux dans ce pays aux immenses richesses.

La presse africaine se félicite également -en termes un peu plus nuancés cependant- de la chute d'Idi Amin. Non pas que nos gouvernants soient fondamentalement différents. Tous ces gens remplissent les mêmes fonctions de protecteurs de l'exploitation. D'ailleurs ils ont bien accepté Amin comme président de l'OUA. Ils ne lui reprochent pas d'avoir massacré des milliers de personnes -cela, ils le font, ou sont prêts à le faire si nécessaire-, mais de l'avoir fait alors que ce n'était pas nécessaire, de leur point de vue. En quelque sorte, ils reprochent à Amin Dada d'avoir été la caricature de ce qu'ils sont tous, c'est-à-dire des dictateurs au service de l'exploitation.

Signe qu'ils sont semblables, et même solidaires d'Idi Amin, cette citation de "Fraternité Matin", journal gouvernemental ivoirien : "L'intervention militaire tanzanienne en Ouganda, on le sait, constitue une violation délibérée de la charte de l'OUA, mais aussi et surtout crée un précédent dangereux pour tous les pays indépendants d'Afrique. Même si, cette fois, la victime est Idi Amin, un homme "universellement" contesté".

Avec le nouveau régime, l'avenir ne sera pas bien meilleur pour les opprimés ougandais. Tant que les changements auront lieu seulement à la tête de l'Etat, dans les couches sociales privilégiées de politiciens et de chefs militaires, ce ne sera que valse de dictateurs. Oboté qui, en son temps, a déjà montré sa politique dictatoriale et tribaliste n'est il pas en passe de revenir ?

Il est temps que les travailleurs et les paysans pauvres s'organisent politiquement pour que la chute d'un tyran ne soit plus l'avènement d'un autre ; pour lutter contre cet Etat qui les opprime, bousculer ce va et vient de dictateurs et imposer leurs solutions, c'est-à-dire leur pouvoir à eux, les exploités.

* * * * *

SENEGAL : L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT FACE A LA PENURIE

Par décision gouvernementale, le prix du concentré de tomate passe de 275 CFA à 400 CFA la boîte de 1 Kg. Cette augmentation n'est qu'officielle, car en réalité il est difficile de trouver dans des magasins une boîte de 1 Kg au dessous de 750 CFA.

Ce sont les grands commerçants, les grossistes, et les compagnies d'importation qui ont organisé la pénurie de dette denrée de base en stockant les boîtes de tomate afin de faire de gros bénéfices au marché noir. Le gouvernement est parfaitement au courant de ces pratiques. Les fonctionnaires chargés de contrôler les prix sont pour la presque totalité, des hommes corrompus comme l'est d'ailleurs l'ensemble du gouvernement.

Le gouvernement annonce que c'est pour arrêter la spéculation sur la tomate qu'il vient de décider l'augmentation des tarifs. Augmenter les prix pour lutter contre le marché noir, voilà le remède miracle qu'a trouvé ce gouvernement. En fait cette augmentation donnera aux commerçants une marge bénéficiaire officielle plus grande.

Le gouvernement accuse la "ménagère sénégalaise" d'être responsable de la pénurie, soi-disant parce qu'elle "donne la préférence à la tomate importée". C'est une pure hypocrisie. Comment les consommateurs pourraient-ils agir autrement puisque la production locale de concentré de tomate est de loin inférieure aux besoins du pays ? Le Sénégal a pourtant un climat et des sols très favorables à la culture de la tomate. Mais le gouvernement ne fait rien lui-même pour favoriser cette culture. Aujourd'hui il parle d'accroître la production et même de "passer à la phase d'exportation" en atteignant 90 000 tonnes.

Ce nouveau projet, comme tant d'autres, s'arrêtera au niveau des discours./

SENEGAL

comment le gouvernement s'occupe des paysans

Dans un récent rapport présenté à Diourbel par Djibril Sène (ministre du Développement Rural), il est annoncé que des mesures vont être prises contre les "coopératives" n'ayant pas remboursé un minimum de 65 % de leurs dettes.

Le gouverneur de la région du Sine-Saloum menace, lui aussi, les paysans de cette région, car selon lui, ils ont manifesté cette année-ci, "un refus collectif" dans le remboursement de leurs dettes. C'est en effet tous les ans que les membres du gouvernement sénégalais tiennent des propos pareils à l'égard des petits paysans afin de les obliger à remplir les caisses gouvernementales par l'intermédiaire des "dettes contractées à l'ONCAD (Office National de Commerce et d'Aide au Développement).

C'est l'ONCAD qui a le monopole de la commercialisation de l'arachide et du coton. Cette société agit auprès des paysans sénégalais à travers des "coopératives" imposées par le gouvernement. C'est dans ces "coopératives" agricoles que les paysans sont obligés de cultiver de l'arachide et du coton.

L'ONCAD fournit à ces "coopératives" du matériel agricole allant des charrues aux engrais et semences. Ces "prêts" sont quasiment obligatoires, car chaque "coopérative", chaque région a d'office son lot de matériel et de semences qui seront à rembourser en nature à la fin de chaque "campagne de commercialisation". Les paysans sont ainsi liés pieds et poings à cet organisme soit disant "d'aide" mais qui n'est en fait qu'une société d'exploitation capitaliste gérée par l'Etat.

L'ONCAD pille les paysans de plusieurs manières. Il achète à très bas prix leurs produits pour les revendre ensuite aux grandes sociétés industrielles multinationales. Les paysans sont aussi volés au cours des pesages. Ou alors, leurs produits sont achetés à un prix encore plus bas que le prix officiel, déjà scandaleux.

Même le journal gouvernemental "Le Soleil" dans son numéro du 26 avril parle de "la dextérité de certains gérants et peseurs qui se font une richesse subite et criarde". Le même "Soleil" signale que "certains présidents y trouvent un intérêt". Ces présidents et gérants sont tous nommés par le gouvernement.

Les paysans sont tous les ans, obligés d'affronter d'énormes difficultés et de cultiver de plus en plus d'arachide et de coton pour pouvoir rembourser leurs dettes ou tout simplement pour vivre. Aujourd'hui l'arachide à elle seule atteint près de 50 % de la surface cultivée du Sénégal. Cette politique délibérée du gouvernement pousse à délaisser les cultures vivrières qui sont pourtant fondamentales à la nourriture de la population. C'est ainsi que depuis quelques années les périodes de soudure se font de plus en plus menaçantes. Et cela engendre le marché noir.

Mais devant toutes ces difficultés qui pèsent sur la petite paysannerie, le souci de Senghor est ailleurs. Il envoie ses émissaires vider les poches des paysans pauvres et pour les maintenir dans la dépendance de l'ONCAD. Il est alors légitime que les paysans n'acceptent pas de payer les "dettes" que l'ONCAD leur impose.

La production arachidière rapporte de gros bénéfices aux grandes sociétés capitalistes comme les Lessieur et compagnie. Mais cela rapporte aussi des sous au gouvernement de Senghor, car ce sont les recettes arachidières qui fournissent à l'Etat le plus grande partie de ses devises. L'Etat sénégalais est un parasite. C'est pour entretenir son armée sa police et son administration pléthorique qu'il exploite les petits paysans et les travailleurs, au nom des intérêts de l'impérialisme.

RHODESIE UN DIRIGEANT NOIR POUR LES
BASSES BESOGNES DE IAN SMITH

Ian Smith, chef de file du régime raciste rhodésien se prépare à passer le pouvoir à un dirigeant noir modéré. En effet, à la suite des élections pour la constitution d'un parlement mixte, l'évêque Muzorewa, un des dirigeants modérés favorables au compromis avec Ian Smith, a obtenu 51 des 72 sièges réservés aux noirs dans le futur parlement. Le pasteur Sithole et le chef Chirau se partagent les 21 sièges restants. Muzorewa sera donc le futur premier ministre de la Rhodésie.

Mais il serait bien naïf de croire qu'il suffit d'un premier ministre noir modéré à la tête du régime rhodésien pour résoudre les problèmes que connaît ce pays. Il suffit pour s'en convaincre, de voir comment s'est déroulée cette mascarade appelée élection.

Dans un premier temps, la minorité blanche (300 000 personnes) a été convoquée pour élire 28 députés sur 100 que comptera l'assemblée. Ces 28 députés auront le pouvoir de bloquer toutes les mesures qui seront prises contre les intérêts des blancs. Ensuite, des élections ont été organisées pour les noirs (6 millions) qui devaient élire 72 députés.

Cette dernière élection s'est déroulée dans une véritable ambiance de guerre civile. Toute la population blanche a été mobilisée pour protéger les centres de vote. La population noire était encadrée et contrainte d'aller voter sous le contrôle de l'armée et de la police. Les trucages étaient tels que dans certaines régions, le nombre de votants dépasse celui des électeurs. Et aujourd'hui, même Sithole, un des fervents défenseurs de la collaboration avec Ian Smith en est réduit à contester les résultats. Il est vrai que ce monsieur est aussi un des grands perdants de cette mascarade électorale, qu'il a aidé à monter, mais c'est tout dire...

Dans le futur gouvernement qui sera mis en place, en plus de certains postes clés comme ceux de la direction de l'armée et de la police, les blancs auront aussi la haute main sur les ministères les plus importants. Autrement dit, Muzorewa, qui sera premier ministre n'aura aucun pouvoir. Son accession au poste de premier ministre changera sans doute beaucoup de choses pour lui, et peut-être pour un certain nombre de ses partisans qui se partageront quelques sinécures. Mais cela ne changera rien pour les masses noires opprimées, et cela ne supprimera même pas la discrimination raciale dont elles sont victimes.

Dans ces conditions, seuls ceux qui, à un moment ou à un autre, ont pu croire que cette dernière tentative du régime raciste de Ian Smith pouvait avoir une influence quelconque dans la vie des noirs de Rhodésie auront des illusions à perdre. Les chances de cette tentative sont bien minces. D'autant plus que ce régime a en face de lui, une guerrilla, animée par le Front Patriotique, qui contrôle les 2/3 du territoire. D'ailleurs si Ian Smith a dû accepter de reconnaître au moins formellement aux noirs le droit de participer à la gestion des affaires du pays, c'est bien à cause de la lutte armée des guerrilleros nationalistes.

Certes, l'émancipation réelle des travailleurs et des paysans pauvres noirs rhodésiens ne viendra vraiment que par l'instauration d'une société qui abolit l'exploitation de l'homme par l'homme. Et un tel changement passe par une tout autre politique que celle qu'incarnent les organisations nationalistes, même les plus radicales. Mais dans ce régime odieux, de Ian Smith, ne serait-ce que la revendication du simple droit pour la population noire de ne pas être étrangère sur son propre sol, nécessite la lutte par les armes.

En dernier ressort, c'est donc de ceux qui luttent, les armes à la main, c'est de leur détermination à poursuivre le combat que dépend une quelconque solution du problème rhodésien.

* * * * *
* * * * *

FRANCE

des projets de lois contre l'immigration

Le gouvernement français a l'intention de prendre de nouvelles mesures contre les travailleurs immigrés dont la situation est déjà précaire. Ainsi au cours de la session parlementaire du mois de juin il va proposer trois séries de projets de lois.

La première est de légaliser la circulaire Stoléru au sujet de "l'aide au retour" avec le versement du million. Rappelons que cette circulaire avait été jugée non constitutionnelle et annulée par le conseil d'Etat.

La deuxième série de loi est un projet de Bonnet. En effet ce monsieur veut que tout étranger entrant en France justifie par avance de moyens d'existence suffisants en plus des papiers et des visas exigés. Ceux qui sont déjà en France devront également justifier qu'ils payent l'impôt pour pouvoir renouveler leur carte de séjour.

Bonnet propose aussi de légaliser les centres de détention comme celui d'Arenc. L'administration et la police disposeront de plus de pouvoir pour expulser un travailleur immigré qui soi-disant "menacerait l'ordre public" ou se trouverait dans une situation irrégulière.

Le troisième projet de loi est de Stoléru. Il concerne la durée de validité de la carte de séjour. Cette durée sera réduite à un an et même à six mois pour les étudiants.

Les travailleurs immigrés savent que la police ne s'embarrasse pas de loi pour les tracasser. Les policiers se sont toujours servi de tous les prétextes pour intimider les travailleurs dans le métro et jusque dans les foyers. Mais si le nouveau projet de loi est adopté, les policiers auront les coudées un peu plus franches.

La crise aggrave le chômage. A défaut de lutter contre le chômage le gouvernement français veut se débarrasser des chômeurs immigrés. Mais en prenant ces nouvelles mesures, le gouvernement français cherche aussi à faire croire que les travailleurs immigrés sont les responsables de la crise et du chômage.

En fait ce sont les patrons et leurs représentants au gouvernement qui en sont les responsables. Leur intention est de faire payer la crise à toute la classe ouvrière et particulièrement à sa fraction la plus vulnérable, la plus démunie : les travailleurs immigrés.

Le gouvernement veut créer la division entre les travailleurs français et immigrés pour le grand bien des capitalistes. Le problème n'est pas d'être immigré ou français. Il y a d'un côté les travailleurs et de l'autre les patrons, les exploités.

C'est pour cela que toute la classe ouvrière a tout intérêt à réagir contre des mesures qui frappent une fraction de la classe ouvrière, car demain ce sera à l'ensemble des travailleurs que les patrons s'attaqueront.

GRANDE BRETAGNE

LE CINEMA ELECTORAL DE LA BOURGEOISIE

Le 28 mars dernier, une motion de censure a provoqué la chute du gouvernement travailliste de Callaghan, mis en minorité à la Chambre des Communes (Assemblée Nationale de Grande Bretagne). De nouvelles élections ont donc eu lieu, et c'est le Parti Conservateur de Margaret Thatcher qui est arrivé au pouvoir avec 339 députés contre 306 pour les travaillistes.

Le Parti Travailliste est le frère du Parti Social Démocrate allemand, du Parti Socialiste Français et du Parti Socialiste Sénégalais.

Pendant cinq ans de pouvoir, les travaillistes ont mené une politique anti-ouvrière avec l'aide des dirigeants syndicaux. Ils ont tout fait pour limiter à 5% la hausse des salaires alors que l'inflation était de 20%. Cela a entraîné la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière. En cinq ans le chômage a triplé. Et à chaque fois que les travailleurs ont lutté pour une augmentation des salaires ou une amélioration des conditions de travail ils ont retrouvé en face d'eux et le patronat et le gouvernement aidé par les dirigeants syndicaux. C'est l'expérience qu'ont faite récemment les camionneurs, les employés de la fonction publique ou encore les ouvriers de l'automobile en grève.

Le gouvernement Callaghan était d'abord soucieux des intérêts des capitalistes. Callaghan affirme d'ailleurs officiellement : "les mots d'ordre des conservateurs, ce sont les travaillistes qui les ont réalisés". En effet pour avoir pris, eux, des mesures d'austérité que les conservateurs n'ont pas osé prendre, les travaillistes se sont déconsidérés aux yeux de la population. Aujourd'hui ils sont mis à l'écart, au profit des conservateurs.

Derrières les différences de langage des deux partis, il y a strictement les mêmes objectifs : la défense des intérêts du capitalisme. Le nouveau gouvernement conservateur va continuer la politique anti-ouvrière du précédent avec simplement un langage plus musclé. Dans quelques années, quand Thatcher se fera déconsidérer ce sera au tour des travaillistes de prendre la relève. C'est cette alternance qu'on appelle "démocratie" dans les pays capitalistes. Mais quelle différence pour les travailleurs, que le gouvernement soit travailliste ou conservateur ?

Chez nous, en Afrique, même ce semblant de démocratie, dont se targuent les pays capitalistes nantis, n'existe pas. Il n'y a pas dans les pays africains le droit de s'organiser librement, de lire et de publier les journaux qu'on veut, pas de liberté de se syndiquer en dehors des syndicats gouvernementaux. Ce minimum est un luxe que ne peuvent se permettre les dictatures des pays pauvres car cela mettrait leur existence en danger.

Mais même dans les pays européens, quand les régimes sentent leurs intérêts menacés ils sont capables de mettre fin à leur démocratie en interdisant les partis d'opposition.

De gauche ou de droite les gouvernements des pays occidentaux, même s'ils sont issus d'élections libres, sont aussi loin de la population que ceux de chez nous. Ils ne laissent pas la population participer à la gestion des affaires publiques.

En Afrique comme en Europe, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes, pas sur les élections.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.